



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/60
26 octobre 2007

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-troisième réunion
Montréal, 26-30 novembre 2007

**CHOIX POSSIBLES POUR L'ÉVALUATION ET LA DÉFINITION DES COÛTS
DIFFÉRENTIELS ADMISSIBLES DES ACTIVITÉS D'ÉLIMINATION DE LA
CONSOMMATION ET DE LA PRODUCTION DE HCFC
(SUIVI DE LA DÉCISION 52/4)**

(DOCUMENT DE TRAVAIL)

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

I. INTRODUCTION

1. Le Secrétariat du Fonds a préparé ce document en réponse à la décision 52/4 du Comité exécutif "de charger le Secrétariat de préparer un document sur les choix possibles pour l'évaluation et la définition des coûts différentiels des activités d'élimination de la production et de la consommation de HCFC, aux fins de discussion à la 53^e réunion du Comité exécutif". Il s'agit du premier effort du Comité exécutif pour aborder la question des coûts différentiels de l'élimination des HCFC. Le Secrétariat comprend ce mandat comme la conduite d'une analyse initiale de la question pour identifier et définir les enjeux qui auront une influence sur les coûts différentiels de l'élimination de la consommation et de la production de HCFC.

2. Les décisions de la 19^e réunion des Parties, notamment la décision XIX/6 sur les ajustements du calendrier de réglementation des HCFC et la décision XIX/10 sur les paramètres de l'étude sur le réapprovisionnement du Fonds multilatéral pour 2009-2011, ont fourni une orientation précise au Comité exécutif pour aborder le financement de l'élimination des HCFC. Elles portent, entre autres, sur la nécessité de :

- a) Parvenir à respecter de façon durable les calendriers de réglementation des SAO autres que les HCFC;
- b) Apporter les changements nécessaires aux critères d'admissibilité pour les installations postérieures à 1995 et les deuxièmes reconversions;
- c) Accorder une attention particulière aux pays visés à l'Article 5 qui ont des volumes de consommation de HCFC faibles à très faibles;
- d) Préparer des plans nationaux de gestion de l'élimination pour une élimination accélérée des HCFC et collaborer à la tenue d'enquêtes afin d'améliorer la fiabilité de l'établissement des données de référence;
- e) Accorder la priorité à des projets rentables qui mettent l'accent sur :
 - i) L'élimination prioritaire des HCFC au potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone le plus élevé, compte tenu des circonstances nationales;
 - ii) Des solutions de remplacement et de rechange qui minimisent les autres impacts sur l'environnement, y compris le climat, en tenant compte du potentiel de réchauffement de la planète (PRG), de la consommation énergétique et d'autres facteurs pertinents;
 - iii) Un traitement particulier pour les petites et moyennes entreprises.

3. La décision invite aussi les Parties à prendre toute mesure pratique conforme aux programmes du Fonds multilatéral pour s'assurer de transférer aux Parties visées aux Articles 2 et 5 les meilleures solutions de remplacement disponibles et les plus sécuritaires pour l'environnement, avec les technologies afférentes, dans des conditions justes et les plus favorables possibles.

4. Mis à part la nécessité d'intégrer les impacts environnementaux autres que la protection de la couche d'ozone, notamment l'impact sur le climat et la consommation énergétique, tous ces points figurent dans les lignes directrices existantes sur le financement des SAO autres que les HCFC. Le défi pour le Comité exécutif est de voir comment les nouvelles exigences seront prises en compte dans le financement de l'élimination des HCFC ou en d'autres termes, quel sera l'impact des particularités de l'élimination des HCFC sur les directives de financement actuelles. Cela détermine aussi la finalité de cette analyse initiale qui doit identifier et définir les particularités de l'élimination des HCFC, notamment celles qui pourraient influencer les coûts différentiels des activités d'élimination. Quand cela paraît possible, des recommandations fermes sont préparées pour une décision d'orientation du Comité exécutif. Toutefois, devant l'ampleur des enjeux, il faudra probablement plus d'une réunion du Comité exécutif pour parvenir à tous les résoudre. Dans ces autres cas, le document décrit les enjeux, définit les limites à explorer davantage et propose des mesures à prendre avec un échéancier pour la communication des progrès au Comité exécutif par le Secrétariat du Fonds.

II.1 Condition préalable légale de l'évaluation du financement de l'élimination des HCFC par le Fonds multilatéral

5. La ratification du Protocole de Montréal et de ses amendements est requise pour accéder à l'aide du Fonds multilatéral dans l'élimination des SAO. Toutefois, afin d'inciter les pays non signataires à la ratification, un financement limité est accordé à l'élaboration du programme de pays et au renforcement des capacités. Ainsi, certains pays ont reçu du financement du Fonds multilatéral pour des activités d'investissement et d'autres ne portant pas sur des investissements pendant des années, sans ratifier l'amendement de Londres qui a créé le Fonds multilatéral.

6. Après plus d'une décennie de mise en œuvre du Protocole de Montréal, la majorité des pays visés à l'Article 5 connaissent bien la procédure du Protocole de Montréal et du Fonds multilatéral et possèdent un cadre légal national bien développé relatif au Protocole de Montréal. La politique incitative est peut-être encore nécessaire mais il faudrait des critères d'arrêt clairs.

Recommandation d'orientation

*L'Amendement de Copenhague : La ratification ou l'adhésion à l'Amendement de Copenhague est la condition préalable qui permet à un pays visé à l'Article 5 d'avoir accès au financement du Fonds multilatéral pour l'élimination de la consommation de HCFC.

*L'Amendement de Beijing : La ratification ou l'adhésion à l'Amendement de Beijing est la condition préalable qui permet à un pays visé à l'Article 5 d'avoir accès au financement du Fonds multilatéral pour l'élimination de la production de HCFC.

7. Dans le cas d'un pays non signataire, le Comité exécutif peut envisager l'octroi d'un financement pour une enquête sur les HCFC et la préparation d'un plan de gestion de l'élimination accélérée des HCFC, avec l'engagement du Gouvernement de ratifier l'Amendement nécessaire dans les 12 mois suivants. Aucun autre financement ne serait disponible tant que cet engagement n'est pas honoré.

* d'après le calendrier actuel de réglementation des HCFC dans le Protocole de Montréal.

II.2 Applicabilité continue des politiques et des lignes directrices existantes du Fonds multilatéral sur le financement de l'élimination de SAO autres que les HCFC

8. Depuis la mise en place du Fonds multilatéral en 1991, le Comité exécutif s'est acquitté de sa tâche, "élaborer les critères d'admissibilité des projets et les lignes directrices de la mise en œuvre des activités financées par le Fonds", telle que définie dans son mandat approuvé à la 4^e réunion des Parties. Ce faisant, il a toujours suivi comme ligne d'orientation ultime, la "liste indicative des catégories de coûts différentiels", approuvée à la 4^e réunion des Parties (décision IV/19). Pendant 16 ans, le Comité exécutif a énoncé des critères de financement et des lignes directrices pour toutes les activités opérationnelles d'élimination des substances réglementées par le Protocole de Montréal, à l'exception des HCFC. Ce fut un processus continu qui se penche sur les questions d'orientation lorsqu'elles émanent des opérations et traite les substances au fur et à mesure qu'elles s'ajoutent à la liste des substances réglementées par le Protocole de Montréal. L'exemple le plus récent d'ajout à la liste des substances réglementées, c'est le cas des initiatives en cours depuis 1997 pour élaborer des lignes directrices sur l'élimination du bromure de méthyle. Les efforts actuels pour définir des critères de financement et des lignes directrices sur l'élimination des HCFC constituent un autre chapitre du processus continu d'élaboration par le Comité exécutif de politiques et de lignes directrices opérationnelles pour des activités financées par le Fonds multilatéral.

9. Il importe de bien comprendre cet aspect car il garantit que la majeure partie des critères et des lignes directrices actuels du Fonds multilatéral demeurent valides et applicables à l'élimination des HCFC et qu'il est inutile de rouvrir ou de reconfirmer ces politiques. Par exemple, la politique actuelle sur le traitement des exportations vers des pays non visés à l'Article 5, adoptée par le Comité exécutif à sa 15^e réunion (copie de la décision aux paragraphes 146 et 147 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/15/45 est jointe à l'Annexe I) et la politique sur les sociétés transnationales (copie de la décision au paragraphe 88 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/7/30 est jointe à l'Annexe I) devraient continuer à s'appliquer à des situations similaires dans le financement de l'élimination des HCFC.

Recommandation d'orientation

10. Les politiques et les lignes directrices existantes du Fonds multilatéral sur le financement de l'élimination des SAO autres que les HCFC s'appliqueront au financement de l'élimination des HCFC à moins d'indication contraire.

II.3 Plans de gestion de l'élimination accélérée des HCFC et enquêtes sur les HCFC

11. Un plan de gestion de l'élimination accélérée des HCFC sera indispensable dans un pays visé à l'Article 5 pour élaborer son plan d'action en vue de respecter le calendrier d'élimination des HCFC adopté à la 19^e réunion des Parties. Le Fonds multilatéral a financé deux exercices similaires : l'exercice des programmes de pays et la préparation des plans nationaux/sectoriels d'élimination des CFC/SAO et il a introduit des lignes directrices pour chacun (décision prise à la 3^e réunion du Comité exécutif sur les directives relatives aux programmes de pays et décision 38/65 sur la préparation de la mise en œuvre et de la gestion des plans nationaux d'élimination

des SAO. Des enquêtes nationales ont toujours fait partie intégrante de chacun de ces exercices et fournissent la base factuelle des exercices de planification.

12. L'exercice des programmes de pays a été mené dans la plupart des pays dès les premières phases du financement des activités d'élimination des CFC dans le pays et avant l'établissement de la valeur de référence pour les CFC. Le processus a aidé les pays à bâtir un consensus national autour du plan d'action national d'élimination. Toutefois, bien des technologies de remplacement étaient encore en évolution à cette époque et les données sur la production et la consommation de CFC étaient souvent obtenues par extrapolation en l'absence de données de référence. Des révisions et des mises à jour se sont donc avérées nécessaires en cours de mise en œuvre et au fil de la progression des connaissances sur les options technologiques et les coûts de conversion. L'approbation des programmes de pays par le Comité exécutif a toujours pris la forme d'un endossement de l'engagement pris dans la stratégie du pays pour éliminer les SAO visées mais non des projets, ni du niveau de financement proposé dans ces programmes.

13. Par contre, pour les plans nationaux/sectoriels d'élimination approuvés à partir de 2001, les valeurs de référence du CFC et des autres SAO avaient été établies et les technologies de remplacement étaient disponibles pour la plupart des SAO et leurs coûts, connus. C'est ce qui a préparé le terrain à l'introduction d'un financement basé sur le rendement dans lequel l'engagement envers un plafond de consommation maximale finançable pour chaque pays, avec des étapes de réduction annuelles linéaires, est assorti d'un financement de contrepartie bénéficiant de l'accord de principe du Fonds multilatéral.

14. En termes de calendrier, la planification de l'élimination des HCFC sera similaire à l'exercice des programmes de pays puisqu'elle aura lieu au début du programme d'élimination et très probablement avant l'établissement de la valeur de référence. A en juger par l'état d'avancement des technologies de remplacement, l'élimination des HCFC rencontrera probablement les mêmes incertitudes quant à la disponibilité des solutions de remplacement et la connaissance de leurs coûts. Un engagement contraignant, soit du pays ou du Fonds multilatéral, sous la forme d'un plan national d'élimination basé sur le rendement, serait prématuré notamment dans les pays grands et moyens consommateurs avec des industries manufacturières qui dépendent des HCFC. Une des possibilités pour la stratégie d'élimination serait une mise en œuvre par phase qui débiterait dans les secteurs où les technologies de remplacement sont plus développées et où des technologies nouvelles deviennent disponibles. Il faudrait prendre cet aspect en compte dans l'exercice de planification.

15. Toutefois, il ne faudrait pas exclure la possibilité d'un plan d'élimination national contraignant. Dans le cas d'un pays qui utilise actuellement des volumes de HCFC faibles uniquement dans le secteur de l'entretien, le pays pourrait prendre l'engagement d'éliminer les HCFC nettement plus tôt que prévu dans le calendrier ajusté, en profitant de la dynamique du PGEF en cours pour l'élimination des CFC.

16. Un des problèmes liés aux programmes de pays, c'est le risque de financer le même niveau de consommation plus d'une fois en l'absence d'un engagement sur un plafond de consommation. Ceci est dû, en partie, à la période relativement longue entre le début des activités du Fonds multilatéral en 1991 et l'établissement de la valeur de référence du CFC en 1995-1997 et en partie aussi, au fait que l'élimination n'était pas déduite du niveau de

consommation national global des projets financés individuellement. Dans le cas des HCFC, le délai jusqu'aux années de référence de 2009 et 2010 est inférieur à 3 ans, ce qui devrait réduire le risque de double financement de la même consommation. En outre, si la modalité de financement, à savoir le financement de projets indépendants et de plans sectoriels, pouvait bénéficier d'une méthodologie appropriée pour tenir compte de la quantité déjà éliminée, un tel risque s'en trouverait réduit. On conserverait ainsi les avantages du financement basé sur le rendement au niveau d'un plan national d'élimination.

17. Puisque le plan national de gestion de l'élimination des HCFC est un exercice de planification stratégique à entreprendre avant le début des activités de financement et l'enquête nationale sur les HCFC en fera partie intégrante, il importe d'accélérer cette démarche correctement dès que possible. Les lignes directrices existantes sur les programmes de pays et la préparation des plans d'élimination nationaux/sectoriels fourniraient un bon point de départ et il faudra les réviser pour tenir compte des besoins spécifiques de l'élimination des HCFC.

Recommandation de mesure à prendre

18. Le Secrétariat devrait travailler avec les agences d'exécution pour examiner les lignes directrices existantes sur les programmes de pays et les plans sectoriels (décision prise à la 3^e réunion du Comité exécutif et décision 38/65) et soumettre des projets de lignes directrices à la 54^e réunion sur la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC, en tenant compte de la possibilité :

- a) d'intégrer les enquêtes sur les HCFC dans le processus de préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC;
- b) d'établir un plafond national pour la production/consommation de HCFC avant l'établissement de la valeur de référence;
- c) de fixer un calendrier et les modalités de mise en œuvre des plans nationaux de gestion de l'élimination des HCFC, y compris la possibilité de phases de mise en œuvre, l'utilisation de projets individuels et de plans sectoriels et la méthodologie pour tenir compte de l'élimination des HCFC à un niveau national global, selon les circonstances nationales.

II.4 Priorité de financement et seuils coût-efficacité

19. Le Fonds multilatéral a toujours établi sa priorité de financement selon la double évaluation de l'impact environnemental et du ratio coût-efficacité qui s'exprime en unité de coût par kilogramme de SAO éliminée (\$US/kg/PAO). L'application de ce critère permet de tenir compte des besoins particuliers des pays à faible volume de consommation (PFV) et des petites et moyennes entreprises (PME) dont le cas sera examiné plus loin dans ce document.

20. Le maintien de ces critères permettra de respecter les exigences de priorité aux projets rentables et à ceux qui ont une valeur PAO plus élevée, contenues dans la décision XIX/6 de la 19^e Réunion des Parties. Toutefois, les critères actuels ne couvriront pas une autre exigence de

cette décision qui exige des projets et des programmes axés sur "des solutions de remplacement et de rechange qui minimisent les autres impacts sur l'environnement, y compris le climat, en tenant compte du PRG, de la consommation énergétique et d'autres facteurs."

21. En supposant que les technologies de remplacement et de rechange soient disponibles, avec une valeur PAO égale, la priorité pourrait aller aux solutions avec un PRG plus faible pour un plus grand avantage climatique. S'il faut intégrer la consommation énergétique, il faudra établir un ordre de priorité selon des considérations environnementales, par exemple, en premier lieu la valeur PAO, ensuite la valeur PRG et enfin la consommation énergétique. Pour tenir compte de l'efficacité énergétique, il faudra voir si c'est basé sur la valeur théorique ou sur l'impact réel d'une telle technologie après son installation et sa mise en œuvre.

22. Il ne s'agit là que de l'impact environnemental et le classement des solutions de rechange selon leurs coûts pourrait éventuellement changer l'ordre des choix puisque les solutions les plus écologiques pourraient ne pas être les moins coûteuses. Donc, un équilibre entre l'impact environnemental et le ratio coût-efficacité mériterait peut-être plus ample considération.

23. Les seuils actuels des ratios coût-efficacité ont été établis sur une base sectorielle et sont résumés au paragraphe 32 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/16/20 (ci-joint). Certaines normes de coûts ont été établies d'après les expériences tirées des projets financés. Il pourrait y avoir un plus petit nombre de secteurs pour la consommation de HCFC que pour les CFC puisqu'elle se concentre surtout dans deux secteurs, les mousses et la réfrigération. Traditionnellement, la production est traitée comme un autre secteur.

24. Si les seuils de ratios coût-efficacité demeurent la modalité appropriée pour refléter les préoccupations en matière de coût-efficacité et d'impact environnemental, y compris le climat et la consommation énergétique, dans le financement de l'élimination des HCFC, il est urgent d'examiner des moyens de développer de nouveaux seuils de coût-efficacité sur la base des seuils existants, en commençant avec des concepts qui vont :

- a) Intégrer et établir des priorités entre l'impact environnemental sur la protection de la couche d'ozone, le climat, la consommation énergétique et autres facteurs, y compris les implications de l'utilisation de tonnes PAO par rapport à des tonnes métriques;
- b) Trouver un équilibre entre les coûts et l'impact environnemental;
- c) Rendre les concepts opérationnels en les transformant en propositions applicables;
- d) Étudier et élaborer des fourchettes de coûts différentiels dans les secteurs des mousses et de la réfrigération à partir des solutions de rechange disponibles; et
- e) Proposer des modalités de financement, telles que des projets indépendants, des projets collectifs, des plans sectoriels et des plans nationaux d'élimination.

Recommandation de mesure à prendre

25. Le Secrétariat devrait réunir un groupe d'experts avec des spécialisations en mousses, réfrigération et autres domaines connexes pour étudier les moyens d'élaborer de nouveaux seuils coût-efficacité pour le financement de l'élimination des HCFC à partir des seuils existants. Il faudrait inclure l'élaboration de concepts et de propositions opérationnelles pour les sujets mentionnés au paragraphe 24.

II.5 Pays à faible volume de consommation (PFV) et petites et moyennes entreprises (PME)

26. Selon la classification existante, un PFV est un pays dont la consommation de référence de CFC est inférieure à 360 tonnes PAO. Selon cette définition, on dénombre 102 PFV sur un total de 144 pays visés à l'Article 5. Il n'existe pas de définition précise d'un pays à très faible volume de consommation. Cette attention spéciale accordée au groupe des PFV offre une double chance d'obtenir le financement de leurs projets. Elle permet aux PFV de :

- a) Se trouver sur un pied d'égalité avec toutes les autres demandes, en matière de seuil coût-efficacité, pour l'obtention de financement; et
- b) Avoir accès à un créneau de financement propre aux PFV dans lequel les demandes de ces pays n'ont pas à se mesurer à des seuils de coût-efficacité.

27. Une copie de la décision du Comité exécutif sur les PFV est jointe à l'Annexe I.

28. Les dossiers du Secrétariat indiquent que les projets de PFV financés par ce créneau de financement représentent un petit pourcentage du nombre total de projets financés pour ce groupe de pays car la plupart des projets de ces pays se comparent bien avec les autres projets en termes de coût-efficacité et ont reçu leur financement avec les autres projets.

29. L'attention particulière accordée aux PME dans les pays à gros volume de consommation prend la forme de seuils de coût-efficacité plus généreux lorsque les demandes de ces entreprises sont présentées comme projets collectifs. La définition de PME et la politique favorable pour ces entreprises sont énoncées dans la décision 25/56 dont copie est jointe à l'Annexe I.

30. Selon les données communiquées aux termes de l'Article 7 du Protocole de Montréal, par les 117 pays visés à l'Article 5 qui ont accès au Fonds multilatéral et qui ont communiqué des données sur leur consommation de HCFC en 2005, 90 pays avaient une consommation inférieure à 360 tonnes métriques, 10 pays avaient une consommation entre 360 et 1000 tonnes et 17 pays avaient une consommation supérieure à 1000 tonnes métriques. Vingt-trois autres pays visés à l'Article 5 n'avaient pas encore communiqué leurs données de consommation de HCFC (3 de ces pays sont actuellement classés comme pays à gros volume de production). Pour les PFV couverts, il semble y avoir une grande similitude entre la définition utilisant les tonnes métriques et celle qui utilise les tonnes PAO.

Recommandations d'orientation

31. Les classifications actuelles de PFV et PME devraient être maintenues jusqu'à ce que les seuils de coût-efficacité de l'élimination des HCFC soient définis et l'impact potentiel de ces seuils sur les PFV et les PME, mieux connu. Il sera alors possible de revoir ces classifications ainsi que les politiques et les dispositions de financement qui visent ces pays et ces entreprises.

II.6 Date limite d'admissibilité au financement

32. Le Comité exécutif a décidé "À la lumière des progrès technologiques, de ne plus examiner de projets de reconversion de toute capacité de production de SAO installée après le 25 juillet 1995", soit la veille de la 17^e réunion du Comité. Cette politique a été instaurée à un moment où le Fonds multilatéral finançait des projets d'élimination de SAO, entre 1991 et 1999, et où il n'existait aucun objectif contraignant pour les pays visés à l'Article 5. Cette mesure avait pour but de freiner la croissance de la consommation de SAO et, à la longue, d'abaisser le niveau de référence des CFC en 1999, tandis qu'il n'existait aucune véritable barrière pour empêcher la mise sur pied et l'expansion de nouvelles industries à base de SAO qui finissaient par recevoir un financement du Fonds multilatéral pour la reconversion de cette capacité. Dans le même temps, la comptabilisation de l'élimination financée par projet ne se faisait pas à un niveau global national soutenu. Il n'était donc pas rare de constater que le tonnage total de CFC dont l'élimination était financée, était plusieurs fois supérieurs au volume de consommation estimé dans un secteur d'un programme de pays.

33. On craignait que la modalité de financement projet par projet et le fait que l'élimination par des projets individuels ne soit pas comptabilisée à un niveau national global soutenu finissent par entraîner plusieurs fois le financement de la même consommation, accroissant inutilement le passif du Fonds. Dans le même temps, il fallait envoyer un signal clair aux industries dans les pays visés à l'Article 5 pour signaler que les technologies de remplacement étaient disponibles et qu'ils devaient cesser d'investir dans des industries dépendantes des SAO. L'adoption de cette politique en 1995 a fixé une limite au passif du Fonds et envoyé aux industries le message essentiel de cesser d'investir dans des technologies appelées à disparaître.

34. En gardant à l'esprit le contexte de cette politique, trois alternatives sont proposées ci-dessous pour une nouvelle date limite possible pour les HCFC, avec la justification de chacune :

- a) la veille de la 53^e réunion du Comité exécutif (25 novembre 2007) : la même démarche que pour la date précédente, le 25 juillet 1995 était la veille de la 17^e réunion du Comité exécutif;
- b) 31 décembre 2009 : parce que cette date marque la fin de la première des deux années utilisées pour le calcul de la valeur de référence et la capacité de production qui existera alors devrait avoir contribué à la valeur de référence et par conséquent être jugée admissible au financement de l'élimination de la consommation et de la production de HCFC. Sur cette base, toute nouvelle capacité ou augmentation de capacité au-delà de cette date ne contribuerait pas à la valeur de référence et ne devrait pas être admissible; et

- c) Disponibilité des solutions de remplacement : cette proposition se justifie par la nécessité dans la prise de décisions d'affaires d'investir dans des technologies qui ont des perspectives de croissance et non dans des technologies bientôt dépassées. Réciproquement, la disponibilité commerciale de la technologie de remplacement est une condition préalable à l'abandon d'une technologie à base de HCFC. C'est la base de la décision 17/7. Cette proposition compliquée par le statut irrégulier de la disponibilité des solutions de remplacement des HCFC dans les différents secteurs pourrait rendre difficile la proposition d'une date limite uniforme.

Recommandation de mesure à prendre

35. Le Secrétariat devrait réunir un groupe d'experts (comme il a été suggéré aussi au paragraphe 24) avec des spécialisations en mousses, réfrigération et autres domaines connexes pour étudier les options, y compris les trois options précédentes, afin de fixer une nouvelle date limite d'admissibilité au financement et faire rapport sur les résultats à la 54^e réunion.

II.7 Deuxièmes reconversions

36. Le terme de deuxième reconversion est apparu pour la première fois dans la décision 17/17, adoptée par le Comité exécutif en 1995 dans le cadre de conseils fournis à l'agence d'exécution pour préparer des projets de reconversion de la mousse isolante dans la réfrigération domestique et la décision se lisait comme suit :

- a) les HCFC n'étant pas des substances réglementées pour les pays visés à l'Article 5, les surcoûts de la reconversion des usines utilisant le HCFC-141b ne sont pas admissibles aux fins de financement;
- b) lors de la préparation des projets, les agences d'exécution devraient noter le traitement défavorable réservé aux HCFC; et
- c) si des projets comportant des HCFC étaient proposés, le choix d'une telle technologie devrait être entièrement justifié et inclure une estimation des coûts futurs potentiels d'une deuxième reconversion ultérieure.

37. La décision 19/2 de ne pas financer la deuxième reconversion a été prise par le Comité exécutif deux réunions plus tard, en 1996, et les paragraphes pertinents sont cités ci-dessous :

- a) de prendre note de la décision VII/3 de la 7^e réunion des Parties portant sur le contrôle des HCFC et de noter en outre que les projets comportant une reconversion aux HCFC devraient être examinés en tenant compte de cette décision, ainsi que d'autres facteurs pertinents.
- b) qu'à l'avenir, dans les cas où une reconversion aux HCFC serait recommandée, les agences d'exécution seraient invitées à fournir une explication complète des raisons pour lesquelles cette reconversion était recommandée, avec des éléments justificatifs montrant que les critères établis par le Comité exécutif pour les substances de transition avaient été respectés; les agences devraient également

préciser clairement que les entreprises intéressées avaient accepté de supporter le coût d'une reconversion ultérieure à des substances ne contenant pas de HCFC.

38. D'autres décisions pertinentes sur le sujet figurent à l'Annexe I. La répartition des HCFC introduits par des projets du Fonds multilatéral montre une concentration surtout dans des projets de mousses. Les arguments utilisés pour sélectionner les HCFC vont de la haute sécurité, aux coûts de relocalisation pour l'adoption d'hydrocarbures, notamment pour de petites industries, aux forces de la demande sur le marché.

39. L'engagement d'assumer les coûts de la deuxième reconversion se justifiait à partir du calendrier initial de réglementation des HCFC qui aurait permis environ 40 à 50 ans d'utilisation de la technologie, depuis l'adoption des HCFC au milieu des années quatre-vingt-dix jusqu'à leur élimination en 2040. Une telle période dépasserait la durée du cycle de vie de la technologie des HCFC et le temps d'une amélioration serait déjà venu. Toutefois, selon le principe des coûts différentiels, si l'ajustement du calendrier d'élimination des HCFC entraîne le retrait prématuré de la technologie aux HCFC avant la fin de son cycle de vie naturel, le financement de la deuxième reconversion pourrait se limiter au reste de la vie utile de cette technologie. Toutefois, comme on l'a déjà indiqué, la deuxième reconversion pourrait entraîner des coûts de sécurité et de relocalisation dans certaines applications.

40. Il s'est écoulé presque 10 ans depuis la reconversion de la plupart des entreprises aux HCFC avec l'aide du Fonds multilatéral et le Secrétariat dispose d'une liste complète de cette aide dans son inventaire des projets. On peut s'interroger sur le statut actuel de ces entreprises. Certaines se sont peut-être déjà reconverties à une solution de remplacement sans SAO; d'autres ont pu faire faillite; et d'autres ont pu se tourner vers d'autres activités. La production d'un rapport de statu quo sur ces entreprises avec une bonne compréhension de l'ampleur de l'enjeu contribuerait certainement à une prise de décision sur les deuxièmes reconversions. Dans le même temps, il pourrait y avoir aussi plus d'études et de connaissances sur le coût potentiel de la reconversion des HCFC à la solution de remplacement finale choisie.

Recommandation de mesure à prendre

41. Les agences d'exécution et les unités nationales de l'ozone concernées devraient inclure dans le processus d'élaboration des plans de gestion de l'élimination des HCFC une enquête sur les entreprises qui se sont converties aux HCFC avec l'aide du Fonds, en précisant l'année de la reconversion, la technologie actuelle utilisée, le niveau de la consommation de HCFC pour les trois dernières années, la technologie de remplacement et la date prévue de la prochaine reconversion.

42. Le Secrétariat devrait compiler les résultats des enquêtes nationales et faire rapport au Comité exécutif à la deuxième réunion de 2009 pour faciliter le réexamen de la question des deuxièmes reconversions.

II.8 Financement de la production de HCFC

43. Le Fonds multilatéral a financé l'élimination de la production de HCFC en s'appuyant sur l'hypothèse de fermeture des usines et a versé des compensations pour les profits perdus et la

main d'œuvre déplacée suite aux fermetures prématurées. L'avantage de cette démarche jusqu'à présent est d'avoir permis d'éviter les complications liées au maintien de la disponibilité de la technologie pour la production de produits de remplacement et le calcul nécessaire des coûts différentiels du remplacement de la production de SAO par des technologies de remplacement.

44. Dans chacun des accords existants pour l'élimination de la production de CFC, on retrouve un paragraphe standard selon lequel chaque pays producteur de CFC :

"[le pays] convient que les fonds visés par l'accord de principe du Comité exécutif à sa [XXe] réunion pour la fermeture complète de sa capacité de production de CFC représente la totalité du financement total qui sera mis à sa disposition pour lui permettre de respecter pleinement les exigences d'élimination de la production de CFC du Protocole de Montréal et que le Fonds multilatéral ne fournira aucune autre ressource pour des activités connexes, y compris l'élaboration d'infrastructures pour la production et l'importation de solutions de remplacement ou la fermeture éventuelle de toutes les installations de HCFC qui utilisent des infrastructures existantes de CFC."

45. Ce paragraphe s'interprète de la manière suivante, toutes les usines mixtes, conçues pour produire à la fois du CFC-11/12 et du HCFC-22, ont déjà été financées pour la fermeture de la production de CFC. Ceci remet en question l'admissibilité des usines mixtes à un financement additionnel pour l'élimination de la production de HCFC.

46. Le premier accord d'élimination de la production de CFC a été conclu en 1999 près de huit ou neuf ans après le début du financement par le Fonds multilatéral de l'élimination de la consommation de CFC et aux environs de l'engagement de gel des CFC. Il vaudrait la peine d'examiner le calendrier d'élimination de la production de CFC, sa synchronisation avec l'élimination de la production et de la consommation de CFC et son effet sur la réduction de l'offre de CFC et sur une hausse des coûts pour faciliter une conformité mondiale. Cet exercice serait utile pour envisager l'élimination de la production de HCFC en lien avec la longue période qui sépare le gel des HCFC en 2013 et l'élimination finale en 2030, sans parler du volume pour l'entretien qui se poursuit jusqu'en 2040.

47. En outre, l'achat de crédits d'émissions dans le cadre du mécanisme de développement propre (MDP) pour la destruction du HFC-23, un sous-produit de la production de HCFC-22, pourrait éventuellement relancer la production de HCFC puisqu'il faut maintenir un certain niveau de production de HCFC-22 pour avoir la production nécessaire de HFC-23 afin de réclamer des crédits. La question est de savoir combien de HCFC-22 est produit pour la nécessité de maintenir la production de HFC-23 en tenant compte du fait qu'un nombre important d'usines productrices de HCFC dans les pays visés à l'Article 5 ont déjà un projet de MDP financé ou en prévision. Un autre facteur vient compliquer davantage la question, à savoir la double utilisation du HCFC-22 pour les utilisations émissives (par ex. la réfrigération) et comme matière intermédiaire, cette dernière utilisation étant à la hausse.

Recommandations de mesures à prendre

48. Le Secrétariat devrait réunir un groupe d'experts sur la production de HCFC pour examiner et faire rapport à la 54^e réunion sur les questions suivantes liées au financement de l'élimination de la production de HCFC.

- a) la poursuite de l'applicabilité de l'approche actuelle de financement de l'élimination de la production de HCFC qui repose sur l'hypothèse de la fermeture des usines;
- b) le calendrier du financement de la production de HCFC, étant donné la longue période qui sépare le gel des HCFC en 2013 de l'élimination finale en 2030;
- c) l'admissibilité des usines mixtes de CFC/HCFC-22, étant donné l'engagement inscrit dans l'accord d'élimination de la production de CFC de ne plus solliciter le Fonds multilatéral pour la fermeture des installations de HCFC qui utilisent les infrastructures existantes de CFC;
- d) la nécessité de tenir compte de l'impact du financement de la destruction du HFC-23 sur la production de HCFC-22 et les utilisations doubles du HCFC-22 pour utilisation émissive et comme matière intermédiaire; et
- e) la date limite de l'admissibilité au financement de l'élimination de la production de HCFC.

III. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

49. Les recommandations de ce document se regroupent en deux catégories, des recommandations d'orientation et de mesures à prendre, tel que résumé ci-dessous :

Recommandations d'orientation*Sur les conditions préalables juridiques de l'accès au financement*

*L'Amendement de Copenhague : La ratification ou l'adhésion à l'Amendement de Copenhague est la condition préalable qui permet à un pays visé à l'Article 5 d'avoir accès au financement du Fonds multilatéral pour l'élimination de la consommation de HCFC.

*L'Amendement de Beijing : La ratification ou l'adhésion à l'Amendement de Beijing est la condition préalable qui permet à un pays visé à l'Article 5 d'avoir accès au financement du Fonds multilatéral pour l'élimination de la production de HCFC.

50. Dans le cas d'un pays non signataire, le Fonds multilatéral peut envisager l'octroi d'un financement pour une enquête sur les HCFC et la préparation d'un plan de gestion de l'élimination accélérée des HCFC, avec l'engagement du Gouvernement de ratifier

l'Amendement nécessaire dans les 12 mois suivants. Aucun autre financement ne serait disponible tant que cet engagement n'est pas honoré.

Sur l'applicabilité des politiques et des lignes directrices existantes du Fonds multilatéral

51. Les politiques et les lignes directrices existantes du Fonds multilatéral sur le financement de l'élimination des SAO autres que les HCFC s'appliqueront au financement de l'élimination des HCFC à moins d'indication contraire.

Sur les PFV et PME

52. Les classifications actuelles de PFV et PME devraient être maintenues jusqu'à ce que les seuils de coût-efficacité de l'élimination des HCFC soient définis et l'impact potentiel de ces seuils sur les PFV et les PME, mieux connu. Il sera alors possible de revoir ces classifications ainsi que les politiques et les dispositions de financement qui visent ces pays et ces entreprises.

Recommandations de mesures à prendre

Sur les plans de gestion de l'élimination accélérée des HCFC et les enquêtes sur les HCFC

53. Le Secrétariat devrait travailler avec les agences d'exécution pour examiner les lignes directrices existantes sur les programmes de pays et les plans sectoriels (décision prise à la 3^e réunion du Comité exécutif et décision 38/65) et soumettre des projets de lignes directrices à la 54^e réunion sur la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC, en tenant compte de la possibilité :

- a) d'intégrer les enquêtes sur les HCFC dans le processus de préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC;
- b) d'établir un plafond national pour la production/consommation de HCFC avant l'établissement de la valeur de référence;
- c) de fixer un calendrier et les modalités de mise en œuvre des plans nationaux de gestion de l'élimination des HCFC, y compris la possibilité de phases de mise en œuvre, l'utilisation de projets individuels et de plans sectoriels et la méthodologie pour tenir compte de l'élimination des HCFC à un niveau national global, selon les circonstances nationales.

Sur la priorité de financement et les seuils coût-efficacité

Date-limite d'admissibilité au financement

54. Le Secrétariat devrait réunir un groupe d'experts avec des spécialisations en mousses, réfrigération et autres domaines connexes pour étudier les moyens d'élaborer de nouveaux seuils coût-efficacité pour le financement de l'élimination des HCFC à partir des seuils existants. Il faudrait inclure l'élaboration de concepts et de propositions opérationnelles pour les sujets mentionnés au paragraphe 24.

55. Le groupe d'experts devrait aussi examiner des options, y compris les options discutées au paragraphe 34 pour une nouvelle date-limite d'admissibilité au financement.

56. Le Secrétariat devrait faire rapport sur les délibérations du groupe d'experts à la 54^e réunion.

Sur les deuxièmes reconversions

57. Les agences d'exécution et les unités nationales de l'ozone concernées devraient inclure dans le processus d'élaboration des plans de gestion de l'élimination des HCFC une enquête sur les entreprises qui se sont converties aux HCFC avec l'aide du Fonds, en précisant l'année de la reconversion, la technologie actuelle utilisée, le niveau de la consommation de HCFC pour les trois dernières années, la technologie de remplacement et la date prévue de la prochaine reconversion.

58. Le Secrétariat devrait compiler les résultats des enquêtes nationales et faire rapport au Comité exécutif à la deuxième réunion de 2009 pour faciliter le réexamen de la question des deuxièmes reconversions.

Sur le financement de l'élimination de la production de HCFC

59. Le Secrétariat devrait réunir un groupe d'experts sur la production de HCFC pour examiner et faire rapport à la 54^e réunion sur les questions suivantes liées au financement de l'élimination de la production de HCFC.

- a) la poursuite de l'applicabilité de l'approche actuelle de financement de l'élimination de la production de HCFC qui repose sur l'hypothèse de la fermeture des usines;
- b) le calendrier du financement de la production de HCFC, étant donné la longue période qui sépare le gel des HCFC en 2013 de l'élimination finale en 2030;
- c) l'admissibilité des usines mixtes de CFC/HCFC-22, étant donné l'engagement inscrit dans l'accord d'élimination de la production de CFC de ne plus solliciter le Fonds multilatéral pour la fermeture des installations de HCFC qui utilisent les infrastructures existantes de CFC;
- d) la nécessité de tenir compte de l'impact du financement de la destruction du HFC-23 sur la production de HCFC-22 et les utilisations doubles du HCFC-22 pour utilisation émissive et comme matière intermédiaire; et
- e) la date limite de l'admissibilité au financement de l'élimination de la production de HCFC.

Demande du Secrétariat du Fonds

60. Le Comité exécutif pourrait envisager l'approbation d'un montant de 150 000 \$US dans le budget du Secrétariat de 2008 pour couvrir le coût des réunions de groupes d'experts.

Annex I

**LIST OF RELATED DECISIONS OF THE MEETING OF THE PARTIES AND THE
EXECUTIVE COMMITTEE IN THE ORDER OF THEIR CITATION IN THE
DOCUMENT UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/60**

1. Meeting of the Parties Decision XIX/6 on adjustments to the Montreal Protocol with regard to Annex C, Group I, substances (hydrochlorofluorocarbons) (2007)
2. Meeting of the Parties Decision XIX/10 on Terms of reference for the study on the 2009–2011 replenishment of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol (2007)
3. Meeting of the Parties decision II/8, Annex III, on the indicative list of categories of incremental costs (1990)
4. Executive Committee decision on exports to non-Article 5 countries (1995)
5. Executive Committee decision on transnational corporations (1992)
6. Executive Committee guidelines on country programmes (1991)
7. Executive Committee guidelines on preparation, implementation and management of sector/national phase-out plans (2002)
8. Executive Committee decision on cost effectiveness thresholds taken at the 16th Meeting of the Executive Committee (1995)
9. Executive Committee decision on hydrocarbon technology (1995)
10. Executive Committee decision on safety-related costs in projects using hydrocarbon (1996)
11. Executive Committee decision on Low volume consuming countries (1995)
12. Executive Committee decision on SMEs (1998)
13. Executive Committee decision on HCFCs (1996)
14. Executive Committee decision on HCFCs (1998)
15. Executive Committee decision on HCFCs (1999)

1. Decision taken at the 19th Meeting of the Parties – Decision XIX/6 (2007)

Adjustments to the Montreal Protocol with regard to Annex C, Group I, substances (hydrochlorofluorocarbons)

“The Parties agree to accelerate the phase-out of production and consumption of hydrochlorofluorocarbons (HCFCs), by way of an adjustment in accordance with paragraph 9 of Article 2 of the Montreal Protocol and as contained in annex III to the report of the Nineteenth Meeting of the Parties,⁴ on the basis of the following:

1. For Parties operating under paragraph 1 of Article 5 of the Protocol (Article 5 Parties), to choose as the baseline the average of the 2009 and 2010 levels of, respectively, consumption and production; and
2. To freeze, at that baseline level, consumption and production in 2013;
3. For Parties operating under Article 2 of the Protocol (Article 2 Parties) to have completed the accelerated phase-out of production and consumption in 2020, on the basis of the following reduction steps:
 - (a) By 2010 of 75 per cent;
 - (b) By 2015 of 90 per cent;
 - (c) While allowing 0.5 per cent for servicing the period 2020–2030;
4. For Article 5 Parties to have completed the accelerated phase-out of production and consumption in 2030, on the basis of the following reduction steps:
 - (a) By 2015 of 10 per cent;
 - (b) By 2020 of 35 per cent;
 - (c) By 2025 of 67.5 per cent;
 - (d) While allowing for servicing an annual average of 2.5 per cent during the period 2030–2040;
5. To agree that the funding available through the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol in the upcoming replenishments shall be stable and sufficient to meet all agreed incremental costs to enable Article 5 Parties to comply with the accelerated phase-out schedule both for production and consumption sectors as set out above, and based on that understanding, to also direct the Executive Committee of the Multilateral Fund to make the necessary changes to the eligibility criteria related to the post-1995 facilities and second conversions;

⁴ UNEP/OzL.Pro.19/7.

6. To direct the Executive Committee, in providing technical and financial assistance, to pay particular attention to Article 5 Parties with low volume and very low volume consumption of HCFCs;
7. To direct the Executive Committee to assist Parties in preparing their phase-out management plans for an accelerated HCFC phase-out;
8. To direct the Executive Committee, as a matter of priority, to assist Article 5 Parties in conducting surveys to improve reliability in establishing their baseline data on HCFCs;
9. To encourage Parties to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimize environmental impacts, in particular impacts on climate, as well as meeting other health, safety and economic considerations;
10. To request Parties to report regularly on their implementation of paragraph 7 of Article 2F of the Protocol;
11. To agree that the Executive Committee, when developing and applying funding criteria for projects and programmes, and taking into account paragraph 6, give priority to cost-effective projects and programmes which focus on, inter alia:
 - (a) Phasing-out first those HCFCs with higher ozone-depleting potential, taking into account national circumstances;
 - (b) Substitutes and alternatives that minimize other impacts on the environment, including on the climate, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors;
 - (c) Small and medium-size enterprises;
12. To agree to address the possibilities or need for essential use exemptions, no later than 2015 where this relates to Article 2 Parties, and no later than 2020 where this relates to Article 5 Parties;
13. To agree to review in 2015 the need for the 0.5 per cent for servicing provided for in paragraph 3, and to review in 2025 the need for the annual average of 2.5 per cent for servicing provided for in paragraph 4 (d);
14. In order to satisfy basic domestic needs, to agree to allow for up to 10% of baseline levels until 2020, and, for the period after that, to consider no later than 2015 further reductions of production for basic domestic needs;
15. In accelerating the HCFC phase-out, to agree that Parties are to take every practicable step consistent with Multilateral Fund programmes, to ensure that the best available and environmentally-safe substitutes and related technologies are transferred from Article 2 Parties to Article 5 Parties under fair and most favourable conditions;”

2. Decision taken at the 19th Meeting of the Parties – Decision XIX/10 (2007)

Terms of reference for the study on the 2009–2011 replenishment of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

“*Recalling* decisions VII/24, X/13, XIII/1 and XVI/35 on previous terms of reference for studies on the replenishment of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol,

Recalling also decisions VIII/4, XI/7, XIV/39, and XVII/40 on previous replenishments of the Multilateral Fund,

1. To request the Technology and Economic Assessment Panel to prepare a report for submission to the Twentieth Meeting of the Parties, and to present it through the Open-ended Working Group at its twenty-eighth meeting, to enable the Twentieth Meeting of the Parties to take a decision on the appropriate level of the 2009–2011 replenishment of the Multilateral Fund. In preparing its report, the Panel should take into account, among other things:

(a) All control measures and relevant decisions agreed by the Parties to the Montreal Protocol and the Executive Committee, including decisions agreed by the Nineteenth Meeting of the Parties and the Executive Committee at its fifty-third and fifty-fourth meetings insofar as those decisions will necessitate expenditure by the Multilateral Fund during the period 2009–2011, including scenarios which indicate eligible incremental costs and cost-efficiencies associated with implementation by Parties operating under paragraph 1 of Article 5 of the adjustments and decisions relating to HCFCs, and, in addition, the Panel should provide indicative figures for the periods 2012–2014 and 2015–2017 in order to provide information to support a stable level of funding that would be updated prior to figures for those periods being finalized;

(b) The need to allocate resources to enable all Parties operating under paragraph 1 of Article 5 to maintain compliance with Articles 2A–2I of the Montreal Protocol and possible new agreed compliance measures relevant to the period 2009–2011 under the Montreal Protocol;

(c) Rules and guidelines agreed by the Executive Committee, up to and including its fifty-fourth meeting, for determining eligibility for funding of investment projects (including those in the production sector), non-investment projects and sectoral or national phase-out plans;

(d) Approved country programmes;

(e) Financial commitments in 2009–2011 relating to national or sectoral phase-out plans agreed by the Executive Committee;

(f) The provision of funds for accelerating phase-out and maintaining momentum, taking into account the time lag in project implementation;

(g) Experience to date, including limitations and successes of the phase-out of ozone-depleting substances achieved with the resources already allocated, as well as the performance of the Multilateral Fund and its implementing agencies;

(h) The impact that the international market, ozone-depleting substance control measures and country phase-out activities are likely to have on the supply of and demand for ozone-depleting substances, the corresponding effects on the price of ozone-depleting substances and the resulting incremental costs of investment projects during the period under review;

- (i) Administrative costs of the implementing agencies and the cost of financing the secretariat services of the Multilateral Fund, including the holding of meetings;
2. That, in undertaking this task, the Panel should consult widely with all relevant persons and institutions and other relevant sources of information deemed useful;
3. To request the Panel to provide additional information on the levels of funding required for replenishment in each of the years 2012, 2013 and 2014 and to study the financial and other implications of a possible longer replenishment period, in particular whether such a measure would provide for more stable levels of contributions;
4. That the Panel shall strive to complete its work in time to enable its report to be distributed to all Parties two months before the twenty-eighth Meeting of the Open-ended Working Group;
5. To request the Panel to take into account the conclusions resulting from the study conducted by the Executive Committee pursuant to paragraph 2 of decision XVIII/9 in the event that proposals for control measures related to the subject of that study are submitted to the Ozone Secretariat.”

3. Decision taken at the 2nd Meeting of the Parties – Decision II/8 (1990)

Indicative list of categories of incremental costs

“1. The evaluation of requests for financing incremental costs of a given project shall take into account the following general principles:

(a) The most cost-effective and efficient option should be chosen, taking into account the national industrial strategy of the recipient party. It should be considered carefully to what extent the infrastructure at present used for production of the controlled substances could be put to alternative uses, thus resulting in decreased capital abandonment, and how to avoid deindustrialization and loss of export revenues;

(b) Consideration of project proposals for funding should involve the careful scrutiny of cost items listed in an effort to ensure that there is no double-counting;

(c) Savings or benefits that will be gained at both the strategic and project levels during the transition process should be taken into account on a case-by-case basis, according to criteria decided by the Parties and as elaborated in the guidelines of the Executive Committee;

(d) The funding of incremental costs is intended as an incentive for early adoption of ozone protecting technologies. In this respect the Executive Committee shall agree which time scales for payment of incremental costs are appropriate in each sector.

2. Incremental costs that once agreed are to be met by the financial mechanism include those listed below. If incremental costs other than those mentioned below are identified and quantified, a decision as to whether they are to be met by the financial mechanism shall be taken by the Executive Committee consistent with any criteria decided by the Parties and elaborated in the guidelines of the Executive Committee. The incremental recurring costs apply only for a transition period to be defined. The following list is indicated:

(a) Supply of substitutes

(i) Cost of conversion of existing production facilities:

- cost of patents and designs and incremental cost of royalties;
- capital cost of conversion;
- cost of retraining of personnel, as well as the cost of research to adapt technology to local circumstances;

(ii) Costs arising from premature retirement or enforced idleness, taking into account any guidance of the Executive Committee on appropriate cut-off dates:

- of productive capacity previously used to produce substances controlled by existing and/or amended or adjusted Protocol provisions; and
- where such capacity is not replaced by converted or new capacity to produce alternatives;

- (iii) Cost of establishing new production facilities for substitutes of capacity equivalent to capacity lost when plants are converted or scrapped, including:
 - cost of patents and designs and incremental cost of royalties;
 - capital cost;
 - cost of training, as well as the cost of research to adapt technology to local circumstances;
 - (iv) Net operational cost, including the cost of raw materials;
 - (v) Cost of import of substitutes;
- (b) *Use in manufacturing as an intermediate good*
- (i) Cost of conversion of existing equipment and product manufacturing facilities;
 - (ii) Cost of patents and designs and incremental cost of royalties;
 - (iii) Capital cost;
 - (iv) Cost of retraining;
 - (v) Cost of research and development;
 - (vi) Operational cost, including the cost of raw materials except where otherwise provided for;
- (c) End use
- (i) Cost of premature modification or replacement of user equipment;
 - (ii) Cost of collection, management, recycling, and, if cost effective, destruction of ozone-depleting substances;
- (iii) Cost of providing technical assistance to reduce consumption and unintended emission of ozone-depleting substances.”

4. Decision taken at the 17th Meeting of the Executive Committee (1995)

Export to non-Article 5 countries

"In projects which benefit enterprises that export part of their production to non-Article 5 countries, the following rules shall apply:

1. Where exports to non-Article 5 countries correspond to or are less than 10 per cent of total production, the total incremental costs shall be covered.
2. Where exports to non-Article 5 countries exceed 10 per cent of production but do not exceed 70 per cent, there shall be a reduction equivalent to the percentage of total production represented by such exports less 10 per cent.
3. Where exports to non-Article 5 countries exceed 70 per cent of production, the project shall not be eligible.
4. The average over the three years prior to submission of the project shall be used to determine production and exports to non-Article 5 countries.
5. Projects where the exports to non-Article 5 countries are in the form of agricultural or fisheries products shall be eligible for total incremental costs."

(UNEP/OzL.Pro/ExCom/15/45 (paras. 146, 147).

5. Decision taken at the 18th Meeting of the Executive Committee (1995)

Transnational corporations

“The Fund should not finance phase-out activities relating to enterprises that were wholly owned subsidiaries of transnational corporations or enterprises permitted to operate in "free zones" and whose output was for export only. Partial funding should be considered on a case-by-case basis to finance the local share ownership of any given enterprise partly owned by a transnational corporation. In such a case, funding could be provided as a percentage of project incremental costs proportionate to the local share ownership of the enterprise with the transnational corporation responsible for the rest. Subject to the approval of the Executive Committee, the same criteria should apply to bilateral assistance for activities involving subsidiaries of transnational corporations.”

(UNEP/OzL.Pro/ExCom/7/30, para. 88).

(Supporting document: UNEP/OzL.Pro/ExCom/7/30 Annex VI).

6. Decision taken at the 3rd Meeting of the Executive Committee (1991)

Guidelines on Country programmes

1. “The Executive Committee shall invite each Party operating under paragraph 1 of Article 5 and wishing to receive support from the Multilateral Fund to develop a country programme¹ and projects in accordance with paragraph 10(g) of the Terms of Reference of the Executive Committee.
2. The country programme is expected to contain inter alia:
 - (a) a review of recent production, imports, applications and use of controlled substances by the main producers, users, and consumers. Where information is available it would be useful to indicate links to multinational producers or users.
 - (b) a description of the institutional framework governing controlled substances - (Government agencies, collaborating NGO's, consumer groups, industry associations);
 - (c) a description of policy framework, regulatory and incentive systems;
 - (d) a description of government and industry activities in response to the Protocol;
 - (e) a statement of strategy for implementation of the Protocol, indicating the respective roles of Government, supporting multilateral and bilateral agencies;
 - (f) an action plan encompassing investment and technical assistance projects, pre-investment studies, and any additional policy analysis required;
 - (g) a timetable for each activity, and for action plan review;
 - (h) a budget and financing programme for the above activities.
3. In developing its country programme and/or individual projects, a Party may request technical assistance, other services and support from the implementing agencies within their respective areas of expertise and within the context of work programmes approved by the Executive Committee.
4. A Party operating under paragraph 1 of Article 5 shall submit its country programme to the Executive Committee for its consideration and approval in accordance with paragraph 10(g) of Appendix II of Annex IV to the Report of the Second Meeting of the Parties.
5. A country programme approved by the Executive Committee shall serve as a basis for project preparation and further co-operation between the Party and the implementing agencies. However, individual projects prepared prior to the completion of a country programme shall also qualify for funding of consistent with project eligibility criteria (see section III) approved by the Executive Committee.”

(UNEP/OzL.Pro/ExCom/3/18/Rev.1 Annex III (section II.1.2).

¹ A number of countries have already initiated or completed national or country studies which contain some of the elements of a country programme. Updated country studies containing the elements listed in paragraph 2a-h shall constitute a country programme.

7. Decision taken at the 38th meeting of the Executive Committee - Guidelines (2002)

Guidelines for the preparation, implementation and management of performance based sector and national ODS phase-out plans: Follow up to decision 37/67

“Introduction

6. Performance-based funding agreements for ODS phase-out were introduced into the Fund operation in 1997 and are being increasingly adopted by some Article 5 countries as a preferred modality for managing their sectoral and/or national ODS phase-out programmes. Since the advantage of the performance-based phase-out plans is the matching of the funding commitment by the Executive Committee with the commitment of countries concerned to comply with the Montreal Protocol obligations, it is essential that the performance targets in such plans conform with the phase-out schedules of the various controlled substances.

7. The plans which have been prepared and implemented to date show a great degree of similarity and convergence, although in some aspects variance exists both in format and substance among these plans. At a time when such plans are becoming the predominant funding modality of the Fund, the current effort in preparing these Guidelines provides the opportunity to formalize experiences accumulated in applying the funding modality, and achieve consistency on those aspects that have not been dealt with uniformly.

8. However, it is also realized that situations in countries vary and needs are different. It would be impractical for the Guidelines to attempt to encompass every situation. Instead, an open approach is followed in developing these Guidelines whereby the purpose is to provide general principles and procedures that should be followed in developing and implementing such performance-based ODS phase-out plans. At the same time, there should be enough room left to allow users of these Guidelines to expand and adapt to suit their specific needs. This is especially true in the specific examples used in the Guidelines and the proposed Format for Annual Implementation Programmes, which are mostly illustrative in nature.

9. The Guidelines contain four parts: Part I – Purpose, Applicability, Definitions, Composition and Deadline for Submission; Part II – Contents of a performance-based ODS phase-out proposal; Part III – Contents of the agreement for a performance-based phase-out plan; and Part IV – Implementation of the performance-based ODS phase-out plan.

Part I – Purpose, Applicability, Definitions, Composition and Deadline for Submission

Purpose

5. The purpose of the Guidelines for the Preparation, Implementation and Management of Performance-Based ODS Phase-Out Plans (hereinafter referred to as “the Guidelines”) is to provide standard procedures for the preparation, implementation and management of performance-based ODS phase-out plans. Users of these Guidelines could expand and adapt the guidelines to suit their specific needs.

Applicability

6. The Guidelines should apply to all the plans that the Executive Committee will enter into that entail a financial commitment by the Executive Committee, *which will approve specific amounts agreed*

to in principle and *to be* disbursed over a number of years according to performance targets as agreed and specified in such plans. The performance targets established in such plans should, at a minimum, conform with the phase-out schedules of the Montreal Protocol applicable to the countries concerned in relation to all of the controlled substances covered in the plans, ***except to the extent that the performance targets conform to the response by the Meeting of the Parties to Decision 37/20(a) of the Executive Committee.*** These include ODS phase-out plans at a sector level and at a national level. National phase-out plans could include the remaining consumption of a controlled substance, the controlled substances of an Annex/Group under the Montreal Protocol, or all the controlled substances in a country.

7. The Guidelines should not, in general, apply to projects or programmes that aim at completing the phase out at a sub-sector level such as rigid foam, flexible foam, polystyrene/polyethylene of the foam sector, or domestic refrigeration, commercial refrigeration, so-called manufacturing refrigeration and mobile air-conditioning of the refrigeration sector, unless the remaining consumption is high enough to warrant a sub-sector phase-out plan. Otherwise such sub-sector projects should be included either in the context of a sector plan, or a phase out plan covering Annex A/Group I substances, or be treated as group and/or terminal umbrella projects.

Definitions

8. The terms used for the purpose of the Guidelines are defined as follows:

- *A substance*, is defined as an ozone-depleting substance controlled by the Montreal Protocol.
- *Annex/Group*, is defined as those Annexes and Groups related to ozone-depleting substances referred to in the Montreal Protocol. These Annexes/Groups include:
 - Annex A Group I of the Montreal Protocol includes CFC-11, CFC-12, CFC-113 CFC 114 and CFC-115;
 - Annex A Group II of the Montreal Protocol includes Halon 1211, Halon 1301, and Halon2402;
 - ***Annex C Group III: Bromochloromethane***
 - Annex B Group I (CFC-13), Group II (CTC) and Group III (TCA); and
 - Annex E: methyl bromide.
- *A sector*, is defined as the industrial sector producing or using one or more ODSs. These sectors include:
 - ODS production;
 - Aerosol;
 - Foams;
 - Refrigeration;
 - Solvents;

- MDIs;
 - Sterilants;
 - Fire-fighting;
 - All controlled uses of methyl bromide; and
 - Process agents.
- *A sector ODS phase-out plan* aims at eliminating the eligible consumption or production of a controlled substance of an industrial sector; in the case of methyl bromide, of a controlled application.
 - *A national ODS phase-out plan* aims at eliminating the total eligible consumption of one or more than one controlled substances in a country, such as Annex A Group I (CFCs), Annex A Group II (halons), or Annex E substances (all the controlled applications of methyl bromide).

Composition

9. A performance-based ODS phase-out plan should consist of two parts: a performance-based ODS phase-out proposal, and an agreement which would formalize legally the commitments of the Executive Committee and the country concerned over the duration of the plan. Before funding can be approved, the plan must be supplemented by the first annual implementation programme, which will form the basis for approval of the initial tranche.

Deadline for Submission

10. A national/sector phase-out plan, complete with a draft agreement and a proposed first annual implementation programme, should be submitted, unless otherwise agreed with the Secretariat, 14 weeks prior to an Executive Committee meeting to allow for a review by the Secretariat.

Part II - Contents of a performance-based ODS phase-out proposal

General Information

11. The phase-out proposal should include general information, such as name of country; type of proposal (sector/national phase-out plan); number of controlled substances covered by the proposal; sector(s) covered and duration of the proposal.

Impact of the proposal

12. The proposal should state the impact in terms of the amount of ODP tonnes of each controlled substance to be eliminated and the impact on national consumption and its relation to compliance. For Annex A Group I CFCs, the proposal should provide data on the starting point established by Decision 35/57; consumption funded since the starting point; remaining eligible consumption unfunded as of

submission of the proposal; and phase-out from the proposal as a percentage of the remaining unfunded consumption in the case of a sector plan.

13. For the other controlled substances, the proposal should provide data on eligible consumption reported from the two most recent years prior to the submission of the proposal; consumption funded but not implemented as of submission of the proposal; eligible consumption unfunded as of submission of the proposal after netting out the consumption funded but not implemented; and phase-out from the proposal as a percentage of the unfunded consumption. Particular attention should be paid to establishing the proportion of consumption that is not eligible for funding because it arose from production capacity installed after 25 July 1995.

14. There should be an assessment of the consumption reduction schedule proposed in relation to the Montreal Protocol control schedule of the controlled substance concerned. The reduction schedule proposed should, at a minimum, conform to the Montreal Protocol control schedule, *except to the extent that the performance targets conform to the response by the Meeting of the Parties to Decision 37/20(a) of the Executive Committee.*

Data collection and validation

15. The proposal should provide sector distribution of the remaining eligible consumption of each of the controlled substances covered, in terms of the remaining consumption of the sector; consumption funded but not implemented; and the consumption unfunded as of the time of submitting the proposal after netting out the consumption funded but not implemented.

16. There should be a description of the procedure followed in collecting and validating the data, including the name of the institutions involved, the sources of data and the methodology used. If a sampling methodology is *necessary*, there should be a discussion of the representativeness of the sampling. There should be adequate divergence of sources of data to ensure data credibility and reliability. This should follow the chain of ODS supply from the time when the substance is ordered and imported into the country to distributors and manufacturers. This could include but not be limited to sources such as customs, use data from industries, enterprise surveys, data from compressor manufacturers and others.

Strategy and plan of implementation

17. The proposal should describe the strategy that will be followed to achieve the annual reductions proposed, in particular, the management of the supply and demand of ODS in the country to achieve the objectives of the proposal. This should include a discussion of policy instruments to reduce the supply of ODS, such as import quotas, price controls and the control of illegal trade in ODS. This should also include the steps to be taken to gradually curtail ODS demand (e.g. measures like completing the conversions of manufacturing industries while simultaneously planning to address demand in the refrigeration servicing sector).

18. The strategy should include a time frame of implementation based on the actual conditions in the country. This would entail an assessment of how much of the current consumption could be avoided with little investment but with targeted awareness campaigns and evaluations carried out on the results of such campaigns in terms of actual reduction achieved.

19. There should be an implementation programme sector-by-sector on how the ODS demand reduction will be achieved year by year. This includes a description of the contribution of activities by industry and government. This should include annual data on reductions to be achieved; reduction from

on-going projects; reduction from new conversions in the manufacturing industries; reduction from servicing; and contributions from government policy control.

20. For refrigeration servicing, the proposal should describe the strategy to reduce the dependence on CFCs. This strategy could include measures such as legal and economic incentives and disincentives targeting suppliers, service technicians and equipment owners; training of service technicians; public awareness activities; customs control on new CFC-based equipment and vehicles; bans on the introduction of after market CFC-based MAC systems; the retirement of existing CFC-based equipment and vehicles; and the gradual increase in the supply of recycled CFCs .

Incremental costs

21. The proposal should provide the basis and justifications for the calculation of incremental costs.

22. For industry conversions, data should be provided to the extent possible on the number of enterprises, sectors/sub-sectors involved, enterprise ODS consumption and baseline equipment, date of installation of production capacity, production levels, the average cost-effectiveness of the projects funded in the sector/sub-sector in the relevant country and level of exports to non-Article 5 countries. Using this data, incremental costs should be calculated at the sub-sector level. Where large enterprises are identified with potential individual phase-out costs of over US \$1 million, sub-projects should be appended to the plan establishing the incremental cost in the usual manner.

23. For refrigeration servicing, data provided should include estimated number of viable workshops in the country, their typical baseline equipment, estimated number of technicians currently working in refrigeration servicing, estimated average consumption of CFCs per workshop per year, number of recovering and recycling equipment needed and justification, including an estimate of the amount of ODS to be recovered annually, and other details.

24. *For non-investment activities, the charge against the aggregate baseline ODP level as per Decision 35/57 will not apply since these activities will not be treated as individual separate activities but components of a sector or national phase-out programme. However, the decision should apply to separate non-investment activities submitted outside such performance-based plans.*

25. For management costs, data should be provided on the justification for funding for project management in addition to the funding provided under institutional strengthening project, the role and responsibility of the project management to be funded.

Management

26. There should be a description of the management structure for the implementation of the phase-out proposal. This should include a clear indication of the roles to be assumed by Government bodies, industry bodies, academic institutions and consultants. Accountability of the management is of paramount importance. Thus a designation of a government entity to which the management should be held accountable should be indicated.

27. There should also be a discussion of the implementing agency to be involved in the management and implementation of the phase-out proposal. If there is more than one implementing agency involved, there should be a designation of the lead implementing agency and cooperating agencies, with a clearly defined role and responsibility for each of the implementing agencies involved.

Monitoring and Evaluation

28. There should be a clear description of the financial and substantive oversight to be exercised over the plan and should include the name of institutions involved, role and responsibility of each institution, type and frequency of reporting. There should be adequate provision to ensure independent confirmation of the achievement of the performance targets specified in the agreement, including a periodic evaluation to be included in the Monitoring and Evaluation Work Programme of the Fund. *Such evaluations could be undertaken by national auditing authorities that are not involved in the implementation and management of such plans, provided that their independence was guaranteed by the implementing agency concerned.*

Performance targets and disbursement schedule

29. A schedule of fund disbursement should provide the funding requirement in annual tranches to achieve the performance targets. Performance targets will include, inter alia, maximum ODS consumption levels, annual ODS reduction targets and the investment and non-investment activities proposed to be achieved in the year in question.

Part III - Contents of the agreement for a performance-based ODS phase-out plan

General Information

30. The agreement on the phase-out plan should include general information, such as name of country; type of the plan (sector or national phase-out plan); controlled substances covered by the agreement; duration of the agreement; and total funding level agreed in principle.

Impact of the agreement

31. The agreement should state the impact in terms of the amount of ODP tonnes of each controlled substance to be eliminated. For Annex A Group I CFCs, the agreement should provide data on the starting point established by Decision 35/57; consumption funded since the starting point; remaining eligible consumption unfunded as of submission of the agreement; and phase-out from the agreement as a percentage of the remaining unfunded consumption in the case of a sector plan.

32. For the other controlled substances, the agreement should provide data on eligible consumption reported from the two most recent years prior to the submission of the agreement; consumption funded but not implemented as of submission of the agreement; eligible consumption unfunded as of submission of the agreement after netting out the consumption funded but not implemented; and phase-out from the agreement as percentage of the unfunded consumption.

Performance targets, indicators of achievement and fund disbursement schedule

33. Performance *targets* should be set in annual reduction levels of the controlled substance concerned, starting from the year that the agreement is approved. The performance targets should at a minimum meet the control schedules of the Montreal Protocol for each of the controlled substances

concerned, *except to the extent that the performance targets conform to the response by the Meeting of the Parties to Decision 37/20(a) of the Executive Committee.*

34. *Indicators* should be provided for each annual target to validate and corroborate the achievement of the targets. To the extent possible, these indicators should be verifiable and quantifiable. For the purpose of illustration, they could include the import and consumption data (supply and demand) of the controlled substance, the completion of investment projects and associated phase-out, the number of CFC recovery and recycling stations in operation, the enactment and enforcement of a government policy such as import control of CFCs at a certain date, and other quantifiable indicators.

35. A schedule of *fund disbursement* should show fund requirements in annual tranches to achieve the performance targets

36. The three components can be presented in a tabular form as follows:

Year	Performance target (ODP tonnes)	Consumption allowed under Montreal Protocol controlled schedule (ODP tonnes)	Indicator(s) of achievement	Disbursement (in US\$)

Conditions for disbursement

37. There should be a clear enunciation of the conditions that have to be met by the government of the country concerned before the annual tranche of funding could be released. This should include, among other things, an independent confirmation of the achievement of the agreed target in the phase-out funding period, the submission of an annual implementation programme for the upcoming funding period, and confirmation of the achievement of the activities included in the previous annual implementation programme.

Delineation of annual funding cycle

38. There should be a delineation of the annual funding cycle in the agreement which should include the time of the year that the funding request would be submitted to the Executive Committee, timing of submission of a report on the independent verification of the implementation of the target in the relevant previous funding period and the timing for submitting the annual implementation programme for the new funding period. Noting the time needed to audit phase-out performance, the plan should indicate clearly which previous funding period will be the basis for the verification audit.

Flexibility for using approved funding

39. The agreement may include a clause about the flexibility that should be allowed for the country concerned to reallocate the approved funds, or part of the funds according to the evolving circumstances

in the country to achieve the agreed targets. *Reallocations which are considered as major changes should be accounted for in the verification report and reviewed by the Executive Committee.*

Monitoring and evaluation

40. There should be a clear description of the financial and substantive oversight to be exercised over the plan and should include the name of the institutions involved, the role and responsibility of each institution, the type and frequency of reporting. There should be adequate provision to ensure independent confirmation of the achievement of the performance targets specified in the agreement, including *where appropriate* a periodic evaluation to be mounted by the Senior Monitoring and Evaluation Officer of the Secretariat.

Provisions for failing to honour commitments

41. There should be provision for failure to honour the commitment entered into under the agreement. Such provisions should cover situations in which the Executive Committee could not provide the level of funding agreed in the agreement when the country concerned had achieved the required ODS reduction. The provisions should also cover situations in which the country concerned could not meet the agreed ODS reduction target when the Executive Committee had fulfilled its obligation by making the agreed funds available.

Management responsibilities

42. The country concerned should assume overall responsibility for the implementation and management of the agreement to ensure the achievement of its goals. It should, however, choose an implementing agency to assist it in implementing the agreement. In cases where the government decides to enlist the services of more than one implementing agency (bilateral agencies included), the government should indicate the lead agency and the cooperating executing agency(ies).

43. The agreement should include a description of the role and responsibility of the country concerned, the lead implementing agency and each of the cooperating executing agencies.

Arrangement for administrative fees

44. The agreement should specify the arrangement for the payment of administrative fees for the implementing agency(ies) in accordance with the policy of the Executive Committee on administrative costs.

Part IV - Implementation of the performance-based ODS phase-out plan

45. The implementation of the performance-based ODS phase-out plans should be effected through the preparation, submission and approval of annual implementation programmes

Preparation and submission of annual implementation programmes and funding requests

46. Annual implementation programmes and funding requests should be submitted by the lead implementing agency on behalf of the country concerned to the Executive Committee for approval *eight weeks prior to the meeting of the Executive Committee*. As the verification of the achievement of the target in the preceding year is the condition for release of funding for the year of the plan, the annual implementation programme should be submitted together with the performance verification report. If this is not possible due to the time required to complete the verification after the conclusion of the implementation programme for the preceding year, an interim implementation review should be submitted together with the annual implementation programme.

Contents of the annual implementation programme

47. What is proposed below are the major items that ought to be included in the annual implementation programme, however, the details under each item as shown here are for illustrative purposes only and should be adapted according to the specific needs of each phase-out plan.

- ODS phase-out target: should be the same as agreed upon in the agreement. Indicators should be provided and one of them can be data on the supply, demand and stockpiling of the ODS in the preceding year and the year of the programme.
- Industry action: should include planned phase-out in the manufacturing industry and refrigeration servicing. For manufacturing, the plan should list by sector/sub-sector, the number of industry conversions to be completed and ODS phase-out to be realized. For refrigeration servicing, the plan should indicate the actions to be taken, such as ODS recovery and recycling and anticipated impact of such actions, which can be expressed in the amount of ODS to be recycled.
- Technical assistance: should include the planned enabling activities, their objectives, the target group to be reached and their impact.
- Government action: should include the planned measures to be taken and the schedule of implementation. These could be the enactment and enforcement of government policies on the supply of and demand for ODS, and public awareness campaigns.
- Annual budget: should list the planned expenditures to be incurred for the various activities to be implemented during the year.
- Administrative fees for implementing agencies: should include the name of the agency, planned expenditure of the agency in the year of the plan, rate of administrative fees agreed, and the total administrative fees to be paid.

48. For illustrative purposes, the items discussed above are presented in a tabular form in Annex I.

Annex I

FORMAT FOR ANNUAL IMPLEMENTATION PROGRAMMES

This format is proposed for use by the Article 5 country to prepare the annual implementation programme for the implementation of performance-based ODS phase-out plans; however, it should be modified to suit the specific needs of each plan.

1. Data

Country	_____
Year of plan	_____
# of years completed	_____
# of years remaining under the plan	_____
Target ODS consumption of the preceding year	_____
Target ODS consumption of the year of plan	_____
Level of funding requested	_____
Lead implementing agency	_____
Co-operating agency(ies)	_____

2. Targets

Target:				
Indicators		Preceding Year	Year of Plan	Reduction
Supply of ODS	Import			
	Production*			
	Total (1)			
Demand of ODS	Manufacturing			
	Servicing			
	Stockpiling			
	Total (2)			

* For ODS-producing countries

3. **Industry Action**

Sector	Consumption Preceding Year (1)	Consumption Year of Plan (2)	Reduction within Year of Plan (1)-(2)	Number of Projects Completed	Number of Servicing Related Activities	ODS Phase-Out (in ODP tonnes)
Manufacturing						
Aerosol						
Foam						
Refrigeration						
Solvents						
Other						
Total						
Servicing						
Refrigeration						
Total						
GRAND TOTAL						

4. **Technical Assistance**

Proposed Activity: _____

Objective: _____

Target Group: _____

Impact: _____

5. **Government Action**

Policy/Activity Planned	Schedule of Implementation
Type of Policy Control on ODS Import: servicing, etc	
Public Awareness	
Others	

6. **Annual Budget**

Activity	Planned Expenditures (US \$)
TOTAL	

7. **Administrative Fees**

8. Decision taken at the 16th Meeting of the Executive Committee (1995)

Cost effectiveness thresholds

“The Executive Committee:

- a) Decided that the first option proposed by the Sub-Committee on Project Review, as outlined in paragraph 25 above, should be implemented on a trial basis for projects submitted to the Seventeenth Meeting of the Executive Committee and that it should be reviewed at the Eighteenth Meeting;
- b) Decided that ODS consumption should be calculated on the basis of either the year, or an average of the three years, immediately preceding project preparation;
- c) Adopted the following sector and sub-sector cost-effectiveness threshold values to be applied to projects submitted to the Seventeenth Meeting;

<u>Sector</u>	<u>US \$/kg ODP</u>
AEROSOL	
Hydrocarbon	4.40
FOAM	
General	9.53
Flexible polyurethane	6.23
Integral skin	16.86
Polystyrene/polyethylene	8.22
Rigid polyurethane	7.83
HALON	
General	1.48
REFRIGERATION	
Commercial	15.21
Domestic	13.76
SOLVENT	
CFC-113	19.73
TCA	38.50”

(UNEP/OzL.Pro/ExCom/16/20 (paras. 32c, 32d).

9. Decision taken at the 17th Meeting of the Executive Committee (1995)

Treatment of hydrocarbon technologies

“The Executive Committee, noting its decision at its Fifteenth Meeting to presume against the use of HCFCs in investment projects, recognizing the higher cost of hydrocarbon technologies, primarily due to safety factors, and desiring to ensure an equality between technology options consistent with that decision decided:

- (a) That for the purposes of calculating the cost-effectiveness value of projects utilizing such technologies, the numerator should be discounted by up to 35 per cent. It is expected that these figures will be adjusted in the light of experience and a study on safety matters to be conducted by the Secretariat;
- (b) To request the Secretariat to analyse projects in the pipeline for the commercial refrigeration sector and the rigid polyurethane sector where hydrocarbon technologies are used, and to inform the Executive Committee of the results at its Eighteenth Meeting.”

(Decision 17/14)

9. Decision taken at the 17th Meeting of the Executive Committee (1995)

Treatment of hydrocarbon technologies

49. “The Executive Committee, noting its decision at its Fifteenth Meeting to presume against the use of HCFCs in investment projects, recognizing the higher cost of hydrocarbon technologies, primarily due to safety factors, and desiring to ensure an equality between technology options consistent with that decision decided:

- (a) That for the purposes of calculating the cost-effectiveness value of projects utilizing such technologies, the numerator should be discounted by up to 35 per cent. It is expected that these figures will be adjusted in the light of experience and a study on safety matters to be conducted by the Secretariat;
- (b) To request the Secretariat to analyse projects in the pipeline for the commercial refrigeration sector and the rigid polyurethane sector where hydrocarbon technologies are used, and to inform the Executive Committee of the results at its Eighteenth Meeting.”

(Decision 17/14)

10. Decision taken at the 20th Meeting of the Executive Committee

Safety-related costs in projects using hydrocarbon technology

“The Secretariat introduced its report on safety-related costs in projects using hydrocarbon technology, which had been prepared in accordance with Executive Committee decision 17/14 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/20/65).

The Executive Committee took note of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/20/65 and the recommendation by the Sub-Committee on Project Review (UNEP/OzL.Pro/ExCom/20/5, para. 54) and decided:

- (c) To approve the recommendations in the Secretariat’s document on safety-related costs in projects using hydrocarbon technologies, namely:
 - (i) With regard to domestic refrigeration projects:
 - a. There was an increase in both the capital and total cost per unit for all-hydrocarbon technologies compared to HCFC/HFC-based technologies. The increase in the total project cost (capital plus operating costs) ranged between 15.6 per cent to 55.1 per cent for different categories of projects;
 - b. Discounting the numerator by 35 per cent was sufficient to maintain parity between HCFC-141b/HFC-134a and cyclopentane/HFC-134a technology options in the domestic refrigeration sector;
 - c. The number of projects approved for cyclopentane/isobutane technology was not sufficient to enable reliable conclusions to be drawn;
 - (ii) With regard to the commercial refrigeration projects, there was no need for the introduction of a discounting factor to account for the additional safety costs needed for hydrocarbon technology, because on average, projects using hydrocarbon technologies were within one per cent of the cost-effectiveness threshold for the sector and therefore would not be disadvantaged for consideration for funding;
 - (iii) With regard to rigid polyurethane foam projects, there was no need for the introduction of a discounting factor to account for the additional safety costs for hydrocarbon technology, because the above statistical analysis showed that on average, projects using hydrocarbon technology were already below the cost-effectiveness threshold for the sector, and thus would not be disadvantaged for consideration for funding;
- (b) That the Secretariat should, however, consider further information on conversion in the commercial refrigeration sector and report back to the Executive Committee at its Twenty-second Meeting.”

(Decision 20/45)

11. Decision taken at the 16th Meeting of the Executive Committee (1995)

Low volume consuming countries

“US \$6,630,000 exclusively for allocation to projects from low-ODS-consuming countries. This amount would be in addition to any funds received as a result of approval of projects from low-ODS-consuming countries that qualified under the cost-effectiveness thresholds listed above; (part of decision on cost-effectiveness at the 16th Meeting).”

12. Decision taken at the 25th Meeting of the Executive Committee (1998)

SMEs

“Accordingly, the Executive Committee decided to include an allocation of US \$10 million from the resource allocation for 1999 for a funding window designed to facilitate pilot conversions of significant groups of small firms that met the following criteria:

- (a) Given the fact that SME projects for low-volume consuming countries are currently fully eligible, this window should apply only to group projects from countries with annual ODS consumption of 360 ODP tonnes or more;
- (b) Eligible group projects for this initial pilot programme should be in the aerosol or foam sectors only, and should include firms with annual ODS consumption not exceeding the following:

<u>Aerosols:</u>		20 ODP tonnes/yr.
<u>Foams:</u>	Flexible	25 ODP tonnes/yr.
	Extruded polyethylene/polystyrene	25 ODP tonnes/yr.
	Flexible integral skin	10 ODP tonnes/yr.
	Rigid polyurethane foams	10 ODP tonnes/yr.

- (c) Group projects should be at a level of US \$1 million or less, and should have an overall cost-effectiveness of no more than 150 per cent of the level of the current cost-effectiveness thresholds for the relevant eligible subsectors in (b) above. Such group projects should use the most cost-effective technologies reasonably available, and should consider the possible use of centralized/group use of equipment and industrial rationalization;
- (d) The group project should be put forward with a government plan, including policies and regulations designed to ensure that the specific level of agreed reduction to be achieved was sustained;
- (e) No single country may apply for more than US \$1 million from this pilot funding window although projects from one country may cover more than one sector.”

(Decision 25/56)

13. Decision taken at the 20th Meeting of the Executive Committee (1996)

The application of hydrochlorofluorocarbons (HCFCs) in projects funded by the Multilateral Fund

“The Executive Committee, having considered the Secretariat’s report on the application of hydrochlorofluorocarbons in projects funded by the Multilateral Fund (UNEP/OzL.Pro/ExCom/20/69) and the recommendation of the Sub-Committee on Project Review (UNEP/OzL.Pro/ExCom/20/5, para. 59), decided:

- (a) To take note with appreciation of the Secretariat’s report;
- (b) To request the implementing agencies to ensure that adequate information on all alternative technologies was provided to enterprises converting from CFCs;
- (c) To reaffirm paragraph (b) of its decision 19/2 which stated that, in cases where conversion to HCFCs was recommended, the implementing agencies should be requested to provide a full explanation of the reasons why such conversion was recommended, together with supporting documentation that the criteria laid down by the Executive Committee for transitional substances had been met, and should make it clear that the enterprises concerned had agreed to bear the cost of subsequent conversion to non-HCFC substances.”

(Decision 20/48)

14. Decision taken at the 26th Meeting of the Executive Committee (1998)

The application of hydrochlorofluorocarbons (HCFCs) in projects funded by the Multilateral Fund

“The Executive Committee also noted the concerns expressed by some members of the Sub-Committee on Project Review and decided:

- (a) That the full information provided in the project document should be included in the project evaluation sheet;
- (b) That where, upon review by the Fund Secretariat, a project proposal requesting HCFC technology was considered to provide inadequate information justifying the choice of that technology, the project should be submitted for individual consideration by the Sub-Committee on Project Review.”

(Decision 26/26)

15. Decision taken at the 27th Meeting of the Executive Committee (1999)

The application of hydrochlorofluorocarbons (HCFCs) in projects funded by the Multilateral Fund

Projects involving HCFCs

“Having considered the comments and recommendations of the Sub-Committee on Project Review on projects involving HCFCs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/27/13, paras. 9-12), the Executive Committee expressed its appreciation for the increased information/justification provided for the selection of HCFCs and noted that that was the level of information originally expected, and that at least that level was expected in the future; stressed to the Implementing Agencies that it considered this to be more than a paper exercise, and urged the Agencies to take seriously the obligations related to providing information on alternatives available; and decided, in recognition of Article 2F of the Montreal Protocol, to request that Implementing Agencies provide, for all future projects or groups of projects for HCFCs from any country, a letter from the Government concerned. In the letter, the country should:

- (a) Verify that it had reviewed the specific situations involved with the project(s) as well as its HCFC commitments under Article 2F;
- (b) State if it had nonetheless determined that, at the present time, the projects needed to use HCFCs for an interim period;
- (c) State that it understood that no funding would be available for the future conversion from HCFCs for these companies.”

(Decision 27/13)